

La place des femmes dans la Première Guerre mondiale

La Première Guerre mondiale porte un coup d'arrêt aux revendications féministes de la fin du XIXe siècle. La société dans son ensemble est bouleversée et absorbée par la guerre et la défense du pays. L'absence des hommes oblige à appeler les femmes dans des secteurs dont elles étaient jusqu'alors absentes. La guerre malmène les préjugés sur leur incapacité.

Va-t-elle être pour elles émancipatrice ou n'être qu'une parenthèse que la paix revenue referme ?

L'union sacrée des sexes

Dès la déclaration de guerre, les féministes se rallient à l'**Union sacrée** [mouvement de rassemblement de tous bords politiques lors de la Première Guerre Mondiale] et remettent à plus tard leurs revendications pour se consacrer à leurs devoirs de « braves Françaises », multipliant les œuvres sociales. Seules quelques voix rompent avec l'antipacifisme.

La réflexion des féministes sur la guerre, avant le premier conflit mondial, est très superficielle ; happées par d'autres urgences, elles se sont contentées de déclarations de principe sur la fraternité des peuples, sur la solidarité internationale des femmes.

Seules les féministes radicales prônent la « **grève des ventres** » comme instrument de défense de la paix.

La déclaration de guerre trouve les féministes sans aucune véritable théorie construite sur le problème, abasourdis par l'explosion du conflit, osant du bout des lèvres avancer que le droit de suffrage des femmes l'aurait empêché, trouvant aussitôt indécent d'en parler à présent.

Individuellement, les femmes font preuve de patriotisme, de nationalisme, voire de germanophobie. Dans cet état d'esprit, les associations féministes mettent à profit leurs réseaux pour créer des œuvres : en 1914, la LFDT assure la gestion des 11 ouvriers-cantines et crée l'œuvre des filleuls pour soutenir les soldats sans famille ; en 1915, les infirmières de la Croix-Rouge sont réunies dans la Société nationale du féminisme afin d'aider à la prise de conscience par les femmes de leurs devoirs et de leurs droits envers la famille et la nation.

Ces actions font se côtoyer des féministes de longue date et des femmes qui ignorent tout de cet engagement et entreprennent souvent pour la première fois une action sociale ; elles découvrent sans doute au contact des féministes des idées nouvelles pour elles.

Les femmes sur tous les fronts

Poussées par la nécessité de trouver des ressources en l'absence des travailleurs mobilisés, appelées par le gouvernement et les industriels à remplacer les hommes sur le front du travail, les femmes investissent tous les domaines ou presque, bouleversant les frontières de sexe. La guerre les touche par la souffrance morale de l'absence et la perte des êtres aimés ; dans les régions occupées, elle atteint certaines dans leur chair.

Le départ des soldats provoque au sein des familles des situations financière dramatique ; l'État adopte une politique d'assistance : le 5 août, une allocation -faible- pour les femmes mobilisées est créée, dans le but officiel non de subvenir aux besoins des familles, mais de soutenir le moral des poilus ! La mobilisation des hommes rend nécessaire le recours aux femmes pour faire marcher l'économie, dès que la guerre s'avère longue et que l'appel à des hommes (mobilisés pour l'industrie et main d'œuvre étrangère) ne suffit plus. La mobilisation des femmes se fait donc tardivement et lentement. Elle est rapide, par nécessité, dans l'agriculture dès le 7 août 1914, au moment de la moisson. Le travail féminin ne donne pas lieu au cours du conflit à la mise en place de structures qui l'organiseraient et le contrôlèrent ; l'État se contente d'accorder des subventions à des organisations qui œuvrent en ce sens, et les femmes ont peu recours aux offices départementaux, mis en place par le ministère du Travail en 1915.

Des paysannes devenues paysans...

Répondant donc à l'appel de René Viviani afin que les femmes remplacent sur « **le champ de travail ceux qui sont partis sur la champ de bataille** », les paysannes suppléent l'absence des 1 500 000 travailleurs (sur 5 200 000) appelés au front, chiffre qui croît avec les années du conflit : en 1918, 60% des agriculteurs sont au combat.

Mais la prise de responsabilité et la liberté des femmes sont limitées par la morale villageoise et familiale qui délègue aux hommes, trop âgés ou trop jeunes pour être au combat, l'autorité patriarcale des absents et attend des femmes qu'elles soient les gardiennes des mœurs et de la tradition.

A l'assaut des bastions industriels masculins

La guerre nécessite la marche forcée de secteurs qui demeuraient des domaines masculins, tels la métallurgie et l'armement. D'abord cantonnées à des tâches subalternes nécessitant peu le

recours à la force physique, associées à des ouvriers expérimentés pour suivre un apprentissage sur le tas, les femmes employées dans l'industrie se voient peu à peu confier toutes les tâches. En 1918, les ouvrières représentent 60% du personnel chez Citroën, 29% chez Renault.

Le 20 juillet 1916, le gouvernement se félicite de l'emploi des femmes dans la fabrication des obus, des cartouches, et l'impose même à d'autres travaux comme le contrôle et le ceinturage des obus 75 à 120...Celles que l'on disait, de par leur fragilité, uniquement aptes à manier l'aiguille, sont désormais habiles dans le maniement de l'obus et méritent, par conséquent, le surnom de « **munitionnettes** », le diminutif étant la marque de leur féminité. La forteresse de la presse et du livre tombe aussi.

La percée des femmes dans les services

Ange blanc, tel est le surnom des infirmières et aides-soignantes, qui pansent les blessures et réconfortent les âmes des poilus. Ces silhouettes appartiennent au paysage du front ou de l'arrière. Ce sont les subalternes des médecins, elles ne remplacent donc pas les hommes mais elles sont projetées dans un univers de sang et de nudité, où elles découvrent crûment l'autre sexe.

Le développement des secteurs sociaux voit apparaître les infirmières visiteuses, futures assistantes sociales.

Dans les villages campagnards désertés par les conseillers municipaux, les institutrices, fortes de leur savoir, se chargent des tâches administratives, s'inscrivant dans la vie municipale dont la loi les exclut en tant que femmes.

Le retour à la normale

Les critiques succèdent aux louanges à l'approche de la fin du conflit. La paix renvoie les femmes au foyer et la commémoration des soldats morts pour la France accentue la différence des sexes, en défaveur du féminin.

De la louange à la critique

Emphatiques, moralistes, les discours font des femmes les gardiennes des valeurs et du foyer et les louent de participer à la sauvegarde de la France. Les journaux leur emboîtent le pas mais tous précisent, clairement ou en filigrane, que les femmes remplacent **provisoirement** les hommes. L'approche de la fin du conflit voit converger les rappels de caractère exceptionnel de la situation et les critiques sur les femmes. Elles s'inscrivent dans les soupçons qui pèsent sur l'arrière, profiteur du conflit pendant que les poilus meurent dans les tranchées.

La peur des hommes va au-delà de la peur de la concurrence ; elle se fixe sur le brouillage des rôles dans le public comme dans le privé. Elle s'exprime dans l'écllosion d'une littérature misogyne et antiféministe à laquelle applaudissent les censeurs et les lecteurs attachés à la différence des sexes et à la tradition.

La conviction d'une masculinisation des femmes par le travail retrouve de la vigueur, soutenue par les théories médicales selon lesquelles l'identification des femmes aux hommes peut conduire à la destruction du foyer.

Le retour au foyer des femmes .

Au « **pourvu qu'elles tiennent** » de 1917 succède un « **les femmes à la maison** ». Peu après l'armistice, 500 000 des 600 000 femmes employées dans l'armement sont remerciées par l'État. La démobilisation féminine, souhaitée dès le 13 novembre 1918 devient officielle en janvier 1919.

Pourtant le dépassement des frontières de sexes laisse des traces : les femmes ont acquis une autonomie, ont prouvé qu'elles n'étaient pas des être faibles et qu'elles pouvaient assumer responsabilités et travaux, qu'elles pouvaient mener de front activité salariée et vie familiale, tournant ainsi le dos au traditionnel cycle du travail féminin.

En dépit de cette prise de conscience, les femmes rentrent au foyer, sans résistance. Ce consentement étonnant s'explique par une survalorisation de la maternité.

Une différence des sexes accentuée.

Monuments aux morts, médailles posthumes, tombe du soldat inconnu...la France rend hommage au sacrifice des combattants ; de temps à autre, la silhouette d'une mère complète la statuaire à la gloire de l'homme, cet éternel soldat. La femme, elle, est mère ; du reste, on lui invente alors une fête ; la maternité est sa nouvelle mobilisation, réponse à l'impôt du sang versé par les hommes. Aussi les femmes ne seront-elles pas citoyennes.

Redevenues des mères, et uniquement des mères, elles doivent repeupler la France et les femmes émancipées sont montrées du doigt.

Sources :

Y.. RIPA, *Les femmes, actrices de l'histoire (1789-1945)*, SEDES, 1999.

G. DUBY, M. PERROT, *Histoire des femmes en Occident*, tome 5, le Xxe siècle, Perrin, 2002.

Mme ANDRIEU